

L'ALGÉRIE RISQUE DE PERDRE SES COMPÉTENCES D'ICI 20 ANS

Une problématique nommée relève

L'Algérie risque de perdre ses compétences d'ici une vingtaine d'années si le problème de la relève n'est pas réglé. Objet de débat, la dépenalisation des actes de gestion demeure liée à une meilleure connaissance tant de l'encadrement juridique que du management en général.

Chérif Bennaceur-Alger (Le Soir) - Un séminaire international se déroule, depuis hier et aujourd'hui, à Alger, à l'initiative de l'Association algérienne des ressources humaines (ALGRH) et en partenariat avec l'Agence de coopération allemande GTZ et la Fondation Konrad Adenauer. «Les managers face aux exigences de performance, de concurrence et les risques

de gestion» est le thème de cette rencontre où des experts étrangers et nationaux débattront de la gestion des ressources humaines, du risque de gestion, de sécurité et de qualité, des risques environnementaux qui se développent de plus en plus pour l'entreprise confrontée à des défis multiples : affronter la concurrence internationale, améliorer ses performances et son

efficacité, valoriser ses compétences, être à l'écoute de ses salariés, les former et savoir gérer leurs desiderata... En somme, comment assurer un management efficient et sa responsabilité sociale mais aussi environnementale pour l'entreprise. Des actes de gestion également liés aux critères de flexibilité et de strict respect des règles et normes légales et juridiques, notamment pénales et civiles, et désormais en matière de protection de l'environnement. Dans cet ordre d'idées, le président de l'ALGRH, Ahmed Mana, a estimé hier qu'il «n'est pas question de dépenaliser les actes de

gestion». Ce qui aurait pour conséquence de lâcher bride aux gestionnaires, les règles et l'encadrement juridiques étant insuffisamment connus ou maîtrisés. Il s'agit davantage, dira le président de l'ALGRH, en marge de ce séminaire, de former les managers à ces règles juridiques et aussi les magistrats au management, d'autant que le cadre juridique est clair, avec un code pénal contenant pas moins de 120 articles se rapportant aux actes de gestion, mais un encadrement juridique peu au fait des subtilités de la gestion d'entreprise, notamment la veille stratégique. Et en notant que des cadres ges-

tionnaires, peu nombreux, sont interpellés et jugés avant d'être acquittés, en raison d'une méconnaissance par les magistrats des actes de gestion entrepreneuriale. Il s'agit, donc, et en d'autres termes, de «mieux formuler le contenu de l'interdiction», fera remarquer Ahmed Mana. Par ailleurs, le président de l'ALGRH a estimé que les compétences en Algérie se sont développées et les qualifications améliorées. Toutefois, le développement des compétences dans certaines entreprises est «faible», relèvera-t-il. Or, le problème de la relève va se poser de plus en plus pour notre pays, selon

Ahmed Mana. Un problème qui va s'aggraver avec le départ à la retraite des cadres expérimentés et l'exode à l'étranger des compétences jeunes, de moins de 35 ans. Mais aussi en raison de l'incapacité à assurer le développement des cadres de la tranche d'âge intermédiaire et la difficulté de trouver de bons DRH de moins de 35 ans... Notre pays rencontrera ainsi des difficultés en matière de coaching et d'encadrement managérial. Voire, l'Algérie risque de s'appauvrir en compétences d'ici une vingtaine d'années si ce problème de relève n'est pas réglé.

C. B.

LE RÔLE DE LA FAMILLE DANS LA SOCIÉTÉ EN DÉBAT

La cherté de la vie conduit à la déchirure familiale

La famille algérienne souffre-t-elle d'une rupture ? Peut-on parler de déchirement ou de continuité dans la cellule familiale ? Quelle est la place de l'éducation dans la construction de la famille et le maintien de sa cohésion ? Le débat sur toutes ces questions a été entamé hier et se poursuivra aujourd'hui, à Alger, autour d'un colloque organisé par le ministère délégué, chargé de la Famille et de la Condition féminine en collaboration avec le Laboratoire de prévention et d'ergonomie de l'Université d'Alger, placé sous le thème de «la famille et l'éducation, entre la continuité et la rupture».

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Le drame de la famille algérienne dans la conjoncture actuelle est d'avoir compté dans son sein, des candidats à des actes de barbarie, des kamikazes, des pédophiles, des drogués et des harraga (candidats à l'immigration clandestine). Une jeunesse fleurissante qui se donne à la mort, parfois inconsciemment, pour exprimer un marasme social, économique et culturel. Une situation déjà prévisible depuis quelques années, puisque un groupe de chercheurs de l'Université d'Alger ont décidé,

il y a trois ans de mener une étude sur «la réalité de la famille algérienne : les défis de l'éducation dans le milieu urbain ; la rupture impossible». Cette étude dont les résultats viennent d'être publiés en coïncidence avec la tenue de ce colloque, a tenté d'apporter un éclairage sur les influences de l'environnement extérieur sur l'éducation familiale. Bien qu'elle ne soit pas représentative, sachant qu'elle a été réalisée uniquement dans la wilaya d'Alger et sur un échantillon de 792 familles, cette étude se veut toutefois une tentative d'explication, par un tra-

vail méthodologique et scientifique, d'un mal-vivre social. Un marasme inexpliqué. Les sociologues, psychologues et hommes de religion sont, en effet, incapables de déceler les véritables raisons de la déchirure familiale. La famille, l'environnement, l'éducation ou les nouvelles technologies ? En réalité, la famille algérienne longtemps renfermée sur elle-même, notamment pendant les années de terrorisme, n'est pas encore suffisamment accompagnée par les institutions qui l'encadrent, pour faire face à l'évolution rapide des technologies. L'intelligence de la jeunesse algérienne a été mal exploitée, jusqu'à la détruire. Le rôle de la famille dans l'éducation des futures générations a été, selon les conclusions de l'enquête, anéanti par des facteurs extérieurs. D'après les chiffres révélés dans cette étude, la rue influence, à raison de 85,54%, l'éducation transmise par la famille. Viendra par la suite la télévision comme

deuxième facteur d'influence avec 37,53%, puis les salles de jeux avec 35,54%. L'internet, contrairement à ce que l'on peut imaginer, a une moindre influence sur le comportement des gens, avec un taux de 20,55% et les espaces sportifs avec 14,58%. S'agissant par ailleurs des difficultés rencontrées par les parents dans l'éducation de leurs enfants, celles-ci sont liées, à 84,87% au contact que l'enfant a avec la rue. Celle-ci a des répercussions très négatives sur le comportement des enfants qui ont généralement des aspirations qui dépassent les capacités et les moyens des parents. C'est ainsi que la cherté de la vie se pose comme un élément destructeur de la cohésion familiale. 70,02% des familles algériennes affirment, dans cette étude, que l'éducation de leurs enfants a échoué à cause de leurs conditions économiques difficiles. S'attaquant, en outre, à un chapitre sensible, celui de la jeunesse et l'éducation, l'enquête

révèle que la délinquance et la violence dans le milieu urbain se nourrissent à plusieurs facteurs comme la promiscuité à l'intérieur de la famille, les conflits conjugaux, les violences dans la rue, l'inconscience, la vengeance, la perte des valeurs intergénérationnelles, l'absence d'éducation civique et de l'autorité parentale, et enfin ce chapitre sensible s'exprime aussi par l'absence de l'autorité de l'Etat et l'impunité. Quelle place reste-t-elle donc pour la famille dans l'éducation des enfants ? Une seule certitude ressort des résultats de cette étude scientifique : la famille doit être l'institution majeure sur laquelle il faut investir. Investir dans les besoins de la jeunesse, en garantissant un environnement sain et noble. En assurant des moyens pour une vie digne. La consolidation de la famille et sa cohésion passent impérativement par la consolidation des institutions de l'Etat.

R. M.

BOUMERDÈS

Sit-in des citoyens contre le gel de la distribution des chalets

Une centaine de citoyens ont observé, dans la matinée d'hier, un sit-in devant le siège de l'APC de la ville de Boumerdès.

Les manifestants protestent, selon ce qui nous a été rapporté, contre la décision de la daïra de l'ex-Rocher-Noir de geler la distribution des chalets. Cette manifestation survient par ailleurs, au lendemain de la déclaration du nouveau wali de Boumerdès, Brahim Merad portant sur justement ces habitations en préfabriqué qui seront démantelées et récupérées par les services de l'Etat. Serait-ce un bras de force engagé par l'administration contre les occupants des lieux ?

Décision contradictoire sur la destination de ces chalets
Pour rappel, les pouvoirs publics ont distribué, selon les statistiques officielles, 15 467

chalets aux victimes du tremblement de terre de 2003. Ces chalets sont répartis sur une centaine de sites implantés à travers les 32 communes de la wilaya. La majorité des occupants actuels n'entre plus dans la catégorie des sinistrés. Effectivement, le programme de reconstruction et de confortement de logements a, en effet, permis au grand nombre de victimes du séisme de 2003 de reprendre une vie normale. Or, l'administration de la wilaya est revenue sur la décision du gouvernement qui s'est engagé, en 2004, à démonter ces chalets pour en faire un stock de sécurité (déclaration de M. Ouyahia, alors chef du gouvernement.) Elle avait par conséquent distribué les habi-

tations en préfabriqué récupérées auprès de certains sinistrés. Cette réaffectation avait été faite dans le cadre du social. La wilaya de Boumerdès avait en outre, confié la gestion de ce patrimoine à l'OPGI, fixant par la même le loyer à 1 200,00DA/mois pour une habitation individuelle de 36m².

La distribution, une aubaine pour le trafic

La distribution de ces habitations a longtemps été un créneau juteux pour beaucoup de personnes dans la wilaya de Boumerdès. Elle a été l'occasion de tous les abus. Ce n'est un secret pour personne de dire que des élus se sont livrés à des trafics et se sont attribués des chalets sous des noms fictifs. D'autres par le biais de la sous-

traitance de certains responsables d'associations les ont vendus. Prendre en location un chalet ou l'acheter entre 100 000,00 et 300 000,00 DA n'est pas une mission impossible actuellement. De plus, un grand nombre de sinistrés, en dépit de leur relogement grâce à l'aide de l'Etat, refusent de libérer les chalets qui leur ont été attribués dans le cadre de la solidarité nationale. Au plan sécuritaire, certains sites se clochardisent de jour en jour. Les APC les ont complètement délaissés. Ainsi, ils se transforment peu à peu en bidonvilles. Il suffit de sillonner la RN24 entre Boumerdès et Zemmouri pour s'en apercevoir.

Plus grave, certains sites ont une sulfureuse réputation. Récemment, les services de sécurité ont démantelé dans un

site situé non loin du chef-lieu de la wilaya un réseau de soutien aux terroristes kamikazes. Un architecte leur concevait en effet, des plans de circulation et des itinéraires. Les mêmes services signalent que des mosquées clandestines d'endoctrinement s'érigent.

Sur le plan économique, financier et écologique, cette solution de solidarité s'avère finalement une catastrophe pour la wilaya. En plus du coût financier estimé à plusieurs centaines de milliards de centimes, il y a le coût économique et écologique à inclure. En effet, ces chalets ont été édifiés sur 300 hectares. La presque totalité de cette terre est agricole et productive. En outre, certains sites ont été implantés dans des zones d'expansion touristiques.

Abachi L.